

**États-Unis - Union européenne -  
Mali - Syrie - Entretien de M.  
Jean-Marc Ayrault, ministre des  
affaires étrangères et du  
développement international, avec  
«France3» - Extraits  
(Paris, 15 janvier 2017)**

Q - Dans cinq jours, Donald Trump arrive à la Maison Blanche, cela vous inquiète-il ?

R - Arrêtons de spéculer sur tout cela. Il y a eu une élection présidentielle et le 20 janvier prochain, le président des États-Unis sera Donald Trump. Il a été élu par le peuple américain et je respecte ce choix. La France est un allié et un partenaire des États-Unis qui agit pour la défense de ses propres intérêts en toute indépendance avec une vision multilatérale du monde.

Q - Cette vision ne vous fait-elle pas peur ?

R - C'est la question que nous allons poser aux Américains. Dès que mon futur partenaire, M. Rex Tillerson - le secrétaire d'État des États-Unis qui va remplacer John Kerry - sera nommé, je l'inviterai à venir en France. Et, au début du mois de février, j'aurai l'occasion de le rencontrer en Allemagne, dans le cadre d'une réunion ministérielle du G20. Je pourrai donc lui poser des questions.

Q - Donald Trump a reconnu que les services secrets russes avaient joué un rôle dans la campagne présidentielle. On sait qu'ils ont été en partie à l'origine de la révélation des mails d'Hillary Clinton. Donald Trump est-il un président sous influence russe ?

R - Je ne fais pas ce genre de commentaire. Ce qui est sûr, c'est qu'il faut se méfier de cette nouvelle donne en terme de menaces avec la technologie du numérique et les cybers menaces. Lorsque le sommet de l'OTAN a eu lieu à Varsovie, il y a eu tout un volet consacré à cette défense.

Q - En particulier de la part des Russes d'ailleurs.

R - Peut-être mais pas seulement. Je crois qu'il y a à la fois des États qui peuvent être agressifs, qui peuvent utiliser cette technologie et déstabiliser d'autres États. Il se peut également que ce soit des entreprises privées, des mafias etc. Les démocraties doivent s'organiser si elles veulent continuer à défendre leurs valeurs, leur mode de vie, leur fonctionnement et leurs intérêts. C'est vrai au niveau de l'OTAN, c'est aussi vrai, et cela doit l'être de plus en plus, au niveau de la France. En tant que Premier ministre, j'avais contribué à l'augmentation des moyens et c'est

aussi vrai au niveau de l'Europe.

Q - 2017 sera marqué par des élections en Allemagne notamment.

R - En tout cas, nous quoiqu'il arrive, nous continuons de travailler avec l'Allemagne pour l'avenir de l'Europe. Car, il est de notre intérêt que l'Europe ne prenne aucun risque quant à son avenir et qu'elle se consolide. Je trouve d'ailleurs que, dans les débats de la présidentielle en France, on ne parle pas assez de l'Europe ou très peu. Cela ne peut se faire que s'il y a une bonne entente entre l'Allemagne et la France - et c'est le cas d'ailleurs - et il faut encore la renforcer.

Q - Il vous reste quatre mois au ministère des affaires étrangères, le temps de faire le tour du monde en 80 jours ou presque. Vous rentrez d'un déplacement au Mali avec François Hollande avant une conférence de paix sur le Proche-Orient qui a commencé ce matin et qui se poursuivra cet après-midi.

Diriez-vous que l'action de François Hollande est plus reconnue à l'étranger qu'en France ?

R - Elle est vraiment reconnue, d'une certaine façon cela peut être paradoxal et je l'ai ressenti souvent. François Hollande est un grand président de la République. Dans tous mes déplacements, on me parle de lui comme un grand représentant de la France, mais aussi de sa vision des relations internationales. Une vision multilatérale, une vision pacifique basée sur des valeurs qui sont celles que la France représente dans le monde. Je l'ai vu encore ces dernières heures au Mali. Vous savez, la décision qui a été prise d'intervenir au Mali était une décision risquée et dangereuse.

Q - Et la France était seule...

R - Oui mais elle a été suivie ensuite par l'Union européenne, par l'Union africaine et par les Nations unies qui ont, pour une grande partie, pris le relais. Et surtout, ce sommet de Bamako c'est le sommet entre l'Afrique et la France. Que cela ait pu avoir lieu au Mali, alors qu'en 2013 les terroristes étaient en train de s'emparer de ce pays, c'est bien parce qu'il y a eu l'intervention de la France. Ce que nous avons vécu ces dernières heures c'était un moment historique.

Q - Un autre pays a traversé le quinquennat, c'est la Syrie. Bachar al-Assad est toujours au pouvoir, la diplomatie française a zigzagué sur le dossier de la Syrie, à un moment, Laurent Fabius disait même qu'il fallait armer certains rebelles. Aujourd'hui, n'est-ce pas un échec collectif ?

R - Mais c'est l'échec de tout le monde, de la communauté internationale.

Q - Parlons de la France elle-même. La diplomatie française n'a-t-elle pas trop zigzagué sur

cette question ?

R - Non, elle est toujours restée sur la même ligne, c'est-à-dire la solution politique et non pas la solution militaire. Nous sommes engagés dans une coalition internationale contre Daech, mais nous ne sommes pas une force belligérante en Syrie. Ce n'est le cas ni de la Russie, ni de l'Iran directement ou indirectement qui soutiennent le régime de Bachar al-Assad, qui bombardent l'opposition et qui sont allés jusqu'à détruire Alep.

Q - La France ne soutient pas le régime de Bachar al-Assad mais elle accepte qu'il soit autour de la table ?

R - Pour nous, ce qui est important, c'est de respecter les engagements pris par la communauté internationale auxquels la France a contribué et qui se résument dans une résolution adoptée par le conseil de sécurité des Nations unies à l'unanimité il y a un peu plus d'une année, le 19 décembre 2015. C'est la résolution 2254 qui est la base politique pour le processus de paix par la voix de la négociation.

Le 23 janvier prochain, il y aura normalement une réunion à Astana au Kazakhstan pour préparer la réunion convoquée à Genève par les Nations unies.

Q - Avec aussi les parties syriennes anti Bachar qui pourraient y assister.

R - Il faut absolument que toutes les composantes de l'opposition à Bachar al-Assad soient autour de la table. Que veut-on aujourd'hui ? Cette négociation, c'est à la fois les représentants du régime, les représentants de l'opposition avec la garantie des Nations unies et les puissances qui en font partie.

Q - Mais à l'initiative des Russes !

R - Non, la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies et la réunion de Genève sont sous l'égide des Nations unies. Ce qui est à l'initiative des Russes, à la suite d'un accord avec les Turcs, c'est la réunion qui aura lieu à Astana. Une réunion qui, je l'espère, pourra contribuer à la préparation de cette première étape à venir, après un vrai cessez-le-feu, à Genève le 8 février prochain.

Q - Bachar al-Assad est toujours au pouvoir et il distribue les bons et les mauvais points. Il trouve formidable que M. Trump arrive au pouvoir.

R - Ce que nous disons, c'est qu'il faut qu'une politique soit basée sur des principes. Ce n'est pas refuser de discuter ni de négocier, mais à la fin du processus de négociation, dans le cadre des Nations unies, Bachar al-Assad ne peut pas continuer à diriger ce pays. À la fin du processus, je le dis, il doit partir parce qu'il est responsable de 400.000 morts, il y a encore 10 millions de déplacés dont la moitié de réfugiés et il y a une Syrie détruite qu'il faudra bien

reconstruire. Cela ne peut se faire que par la voie de la négociation et par une solution politique. (...)/.